

« TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS » (Karl Marx)

Lutte ouvrière

Île de La Réunion

Bi-mensuel de Lutte ouvrière N° 181 UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Supplément au journal Lutte ouvrière N° 2968 - Prix : 1€

Moyen-Orient

L'impérialisme impose la loi des bombes



États généraux de la canne
à sucre : constat amer
pour les petits planteurs

Page 6

Automobiles Réunion :
grève pour les salaires
et contre le mépris
patronal

Page 9

Mayotte : Pour la
liberté de s'installer
où l'on veut pour
tous !

Page 11

À bas la guerre impérialiste contre l'Iran !

Il y a de quoi être inquiet et révolté par la guerre qui s'étend au Moyen-Orient. Inquiet et révolté pour le sort des Palestiniens de Gaza et de Cisjordanie, pour celui des Libanais, des Syriens, des Iraniens...

Et il faut s'inquiéter, aussi, pour notre propre avenir. Car l'entrée en guerre des États-Unis contre l'Iran, derrière et au côté d'Israël, est une nouvelle étape vers la guerre généralisée. En bombardant les sites nucléaires iraniens et en étalant une puissance de feu inédite, Trump a accéléré l'engrenage qui mène à la guerre mondiale.

Le but affiché de la guerre contre l'Iran est de l'empêcher de se doter de la bombe atomique. Aux dires des dirigeants occidentaux, cela constituerait une menace existentielle pour Israël, le Moyen-Orient et le monde entier. Quand on veut tuer son chien, on l'accuse de la rage !

Avec leur propre armement nucléaire, États-Unis, France et Grande-Bretagne ont de quoi faire sauter toute la planète. La seule puissance ayant jamais fait usage de la bombe atomique, ce sont les États-Unis, en août 1945, contre le Japon prêt à capituler. Israël, dont les dirigeants actuels procèdent à un génocide à Gaza, dispose de l'arme nucléaire, sans avoir jamais adhéré au traité de non-prolifération. Et c'est de l'Iran dont il faudrait avoir peur ?

Qui s'est retiré de l'accord de Vienne signé par Obama en 2015 par lequel Téhéran s'engageait à réduire ses activités nucléaires en échange d'une levée progressive des sanctions internationales ? Trump, en 2018 !

En réalité, Trump profite de la situation créée par la politique guerrière de Netanyahu pour faire plier un des derniers régimes qui lui résistent dans la région. Ce n'est pas la dictature théocratique qu'il exerce sur son peuple qui gêne les États-Unis. Voyez comment ils sont amis de l'Arabie saoudite, ce régime féodal qui vient d'exécuter un journaliste !

La république islamique est la bête noire des États-Unis parce qu'elle s'est imposée en renversant le régime du shah pro-américain et que les mollahs n'ont jamais accepté de se soumettre entièrement à leurs ordres.

Contrairement à ce que martèlent les médias, cette guerre ne rendra pas le monde plus sûr ni plus juste, et elle ne garantit en aucun cas un monde de paix. Pour le comprendre, il suffit de voir comment l'Irak a été détruit par la guerre des États-Unis et le chaos qui y règne, tout comme en Libye.

Ces bombardements et ce nouvel élargissement de la guerre impérialiste sont criminels. Solidarité avec les populations iranienne, palestinienne, libanaise, mais aussi israélienne, qui sont prises sous un déluge de feu et comptent leurs morts !

Le plus révoltant est de présenter Israël et les États-Unis comme les libérateurs des Iraniens. Comme si un peuple pouvait être libéré par les bombes qui lui tombent sur la tête !

La population iranienne, les femmes, mais aussi les travailleurs confrontés à des conditions de vie de plus en plus dures, ont montré depuis des années une combativité extraordinaire. Beaucoup rêvent de faire tomber ce régime, l'un des plus dictatoriaux au monde. Mais depuis une semaine, ils sont accaparés par leur propre survie, réduits au silence, et plus que jamais livrés à la répression.

Le monde « libre » et « démocratique » vanté par Trump et Netanyahu est un monde dans lequel les peuples n'ont pas leur mot à dire. Trump s'est fait élire pour faire la paix, et voilà qu'il jette son pays dans la guerre ! Les Israéliens, eux, se sont réveillés, le 13 juin, en découvrant que leur gouvernement avait décidé de frapper l'Iran et qu'ils allaient le payer.

Croire qu'un Netanyahu ou un Trump peuvent stopper l'engrenage guerrier en écrasant militairement leur ennemi serait une erreur. Les Israéliens sont victimes des tirs de riposte iraniens. Des Américains le seront peut-être demain. Et qui peut dire que nous ne serons pas, nous-mêmes ici, les victimes collatérales de cette guerre impérialiste, soutenue par Macron ?

D'étape en étape, on se rapproche de la guerre mondiale. Poutine, Trump et Netanyahu ont fait parler les armes pour assurer leur domination. En étalant leur force militaire, leurs bombardiers et leurs sous-marins ultrasophistiqués, les États-Unis ont lancé un avertissement à la Chine.

Mais la supériorité militaire affichée par Israël et les États-Unis ne met pas fin aux rivalités entre puissances. Tôt ou tard, leurs concurrents chercheront à remettre en cause ce nouveau rapport de forces, par les armes aussi.

Toutes ces sales guerres sont menées contre nous tous. Il faut combattre les pyromanes qui les provoquent, à commencer par nos propres dirigeants et leur système.

Nathalie Arthaud

Conclave des retraites : mise en scène et rideau

La mascarade du conclave sur les retraites a eu du mal à se terminer mais le patronat et le gouvernement ont obtenu satisfaction sur tout, à commencer par le maintien de l'âge de départ en retraite à 64 ans.

Cette conclusion était écrite depuis le début. Le 14 janvier, à l'issue de sa déclaration de politique générale, Bayrou nommé Premier ministre lançait cette idée d'une discussion de plusieurs mois entre patronat et syndicats sur la réforme décalant de 62 à 64 ans l'âge de départ en retraite.

Quatre mois plus tard, le scénario touche à sa fin. Le patronat n'a bougé sur rien, et surtout pas sur le maintien de l'âge de départ à 64 ans. Les syndicats restés à la table après le départ de la CGT et de FO, c'est-à-dire la CFDT, la CFE-CGC et la CFTC, ont reculé sur leurs rares prétentions et en sont aujourd'hui à revendiquer timidement en échange de leur signature quelques dérisoires aménagements à cette attaque frontale contre les travailleurs.

Il est évident que toute cette mise

en scène entre Bayrou, les syndicats qui acceptent de se prêter à son jeu et le Parti socialiste n'est qu'un leurre à l'adresse des travailleurs. S'ils veulent pouvoir profiter dignement de leurs vieux jours, le seul espoir est dans la lutte qu'ils mèneront contre le patronat et les gouvernements à sa botte qui n'ont cessé de reculer l'âge de la retraite et de diminuer les pensions.

Entreprises : les profits se portent bien

La presse se fait l'écho d'une étude de la Banque de France qui pronostique une baisse de la croissance. Il s'agit de convaincre la population qu'elle doit accepter les sacrifices pour faire des économies. Mais, au passage, on apprend que les marges des entreprises se portent à merveille !

Auchan, ArcelorMittal, STMicroelectronics, LVMH... à chaque annonce de plan de licenciements, les patrons entonnent le même discours pour tenter de faire croire qu'ils sont en difficulté.

Mais, selon les données publiées par la Banque de France, il y a de quoi les traiter de menteurs. Le taux de marge des entreprises s'élève à 31,8 % au premier semestre 2025 en France. Il est encore supérieur à la moyenne de 2024. Ce pourcentage représente la partie de la richesse nouvelle créée par les travailleurs qui est accaparée par les propriétaires de ces entreprises. L'argent nécessaire pour maintenir les emplois et augmenter les salaires existe donc bel et bien... dans les coffres-forts du patronat.

Dans un contexte marqué par la faiblesse de la consommation et des investissements, les propriétaires des

entreprises sont parvenus à maintenir un taux de marge élevé par le principe des vases communicants. Tout d'abord, chaque refus d'augmentation de salaire, chaque licenciement à production constante, a permis au patronat de récupérer une part plus grande de la richesse créée par les travailleurs. Ensuite, les baisses d'impôts décidées par le gouvernement ont permis au patronat dans son ensemble de récupérer environ 20 milliards d'euros.

Ces chiffres montrent que c'est bien en appauvrissant le monde du travail que les propriétaires des entreprises s'enrichissent.



PROCHAINES RENCONTRES AVEC LES MILITANTS DE LUTTE OUVRIERE

PLACE PAUL VERGÈS SAINT-DENIS

SAMEDI 19 JUILLET de 9H30 à 12H00

SAMEDI 2 AOÛT de 9H30 à 12H00

SAMEDI 16 AOÛT de 9H30 à 12H00



Salon du Bourget : foire d'empoigne civile et militaire

Le Salon du Bourget 2025, qui s'est ouvert le 16 juin, a fait le plein d'exposants : tous les géants du trafic aérien sont là. Car derrière les allées ouvertes au public se décident en coulisse des contrats aux montants astronomiques. Et puis, s'il y a les vendeurs d'avions de ligne, il y a aussi les vendeurs d'avions de chasse.

D'après l'Association du transport aérien international, dans le secteur du transport de passagers, près de 1 000 milliards de dollars de revenus seraient attendus pour l'année 2025, et cela devrait augmenter. Une frénésie de commandes pour les années suivantes est attendue lors de ce salon. Encore ne s'agit-il que de l'industrie aéronautique civile, car l'industrie militaire est aussi présente et l'une est depuis longtemps liée à l'autre. Le privé assure l'essentiel de la commande militaire, en s'appuyant sur l'État.

L'actuel PDG de Dassault, Eric Trappier, interviewé dans la presse

pour l'occasion, a estimé que « *c'est un modèle parfait* » ! Et d'expliquer aussi : « *Les armements français sont améliorés en continu, en prenant en compte le retour d'expérience des forces françaises et des clients étrangers.* » En clair, l'armée française assure des commandes à Dassault, et c'est le cas depuis plus de 100 ans. Puis, cette armée, en menant ses guerres, en bombardant des populations, comme durant les guerres d'Indochine ou d'Algérie, ou plus récemment en Syrie, continue de prouver que le matériel est terriblement efficace. Et cela permet à Dassault de vendre ses engins de morts à d'autres États.

L'aide de l'État est vitale pour Dassault car la concurrence est rude avec les autres industriels de l'armement, européens et surtout américains. Pour Trappier, il ne faut pas seulement que les budgets d'armement de tous les États augmentent, il faut aussi que le maximum de cet ar-

gent finisse dans les caisses de son trust et pas dans celles de ses concurrents.

Alors, devant cette orgie de profits, l'intérêt des travailleurs, y compris de ceux de l'industrie d'armement, serait que tous ces bénéfices soient confisqués et ces industries expropriées.



Cachez ces stands que l'on ne saurait voir

Alors que l'édition 2025 du Salon international de l'aéronautique et de l'espace est, encore plus que les précédentes, placée sous le signe de la guerre, le gouvernement a fait bâcher plusieurs stands d'entreprises israéliennes qui présentaient de l'armement « offensif ».

La présence d'équipements militaires et d'armements qui servent en ce moment même à anéantir la population de Gaza, sous la houlette du Sibat, la direction de la coopération internationale du ministère israélien de la Défense, est en effet choquante et a suscité des réactions. Des associations avaient déposé des recours en justice – qui ont été rejetés – afin d'interdire la participation des entreprises impliquées dans les massacres à Gaza, mais aussi en Ukraine et au Soudan.

Le gouvernement a donc décidé de faire cacher les stands israéliens, tout en assurant que les entreprises restaient des exposants du Salon, à condition de ne pas exposer «

d'armes offensives » et de s'en tenir à « *des technologies de défense* ».

Cette mesure est à l'image de toute la politique du gouvernement face à la guerre menée par Netanyahu : une désapprobation de façade pour cacher un soutien réel. Car, si Bayrou prétend prendre en compte la situation « *terrible pour les Gazaouis* », Macron applaudit de son côté l'offensive de Netanyahu contre l'Iran. Il semblerait que, là, les bombes tout à fait « *offensives* » relèvent de « *technologies de défense* ».

L'hypocrisie règne dans tous les stands de ce Salon de l'aéronautique et de la défense, où les contrats se signent en milliards. Les collaborations d'entreprises internationales, y compris françaises, avec l'industrie de défense israélienne sont nombreuses. Et puis, au Bourget, on peut tranquillement présenter – et surtout vendre – des drones de « *surveillance* », qui permettront de repérer plus précisément les cibles à bombarder,

ou bien les avions qui permettront d'aller semer la mort. Le tout se fait sans états d'âme et avec la bénédiction des autorités morales, puisqu'il s'agit d'équipements « *de surveillance* » ou « *de défense* ». La fable de la « *guerre propre* » ne résiste pas à la réalité, mais elle continue de servir.



Taxe sur les ultra-riches : même rien, c'est trop pour eux

Le 12 juin, les sénateurs ont rejeté la mise en place d'une taxe d'au moins 2 % sur le patrimoine des 0,01 % les plus riches.

Cette taxe n'aurait même pas égratigné la fortune de ces milliardaires, qui sont essentiellement des propriétaires de banques et de grandes entreprises. Mais l'instituer était quand même trop pour ces sénateurs, toujours à la botte du grand patronat. Quand il s'agit de saigner les travailleurs, ils ont en revanche beaucoup moins de scrupules !

En fait, les ultra-riches n'avaient pas grand-chose à craindre puisqu'ils ont toujours une myriade de moyens

d'échapper aux impôts. Par exemple, en 2022, une taxe exceptionnelle, celle sur les superprofits des grandes entreprises comme TotalEnergies, a vu le jour. Résultat : ce trust n'a presque rien payé. C'est d'ailleurs pourquoi, aujourd'hui, ces grandes entreprises paient en moyenne moitié moins d'impôts que le reste de la population, et cela en toute légalité !

De leur côté, les ténors de la gauche, de LFI au PS en passant par les Verts, se lamentent de n'avoir pas réussi à faire passer cette taxe. Ils savaient en fait dès le départ qu'elle serait rejetée puisque les élus de droite et du centre, majoritaires au Sénat, n'ont jamais caché leur hostilité à

cette mesure. Mais faire ce genre de proposition fait partie du métier d'élus de l'opposition... tant qu'il est dans l'opposition.

Les sénateurs hostiles à cette taxe, eux, prétendent que les capitalistes seraient partis à l'étranger pour ne pas la payer et qu'elle n'aurait donc rien rapporté. Mais cela prouve seulement que ces ultra-riches sont prêts à tout pour sauvegarder leur fortune et que les travailleurs ne seront jamais protégés par une loi, un président, des députés et des sénateurs.

Ministres millionnaires, capitalistes milliardaires

Le gouvernement actuel compte 22 millionnaires sur 36 membres, d'après les déclarations de patrimoine des ministres publiées le 10 juin. Ce sont les mêmes qui passent leur temps à dire aux travailleurs qu'il faut se serrer toujours plus la ceinture !

Par exemple, Ferracci, à l'Industrie, et Lombard, à l'Économie, déclarent respectivement 23 et 21 millions d'euros de patrimoine. Le premier est actionnaire à 35 % d'Icare Finance, une entreprise d'ex-

pertise comptable dirigée par son père. Le second est un gros propriétaire immobilier. À côté d'eux, leur chef Bayrou fait pâle figure, mais dispose tout de même de presque 1,3 million d'euros de patrimoine.

Ces ministres vivent à des années-lumière du quotidien des classes populaires. Ils vivent dans un autre monde, ce qui leur donne le droit, croient-ils, d'imposer des sacrifices à toute la population. Cependant, tout cela, ils ne le font pas seulement pour se servir mais surtout pour servir les

véritables maîtres de l'économie, dont les patrimoines sont nettement supérieurs. Ainsi, la fortune moyenne des 500 capitalistes les plus riches de France était de 2,4 milliards d'euros en 2024. C'est près de mille fois plus que le patrimoine moyen des ministres, qui est de 2,5 millions.

Ce sont eux les véritables dirigeants dans la société, même s'ils laissent les politiciens se salir les mains à leur place.

Géobiologie : le côté obscur de la farce

Dans quelques départements les Chambres d'agriculture exigent des expertises « biogéologiques » avant toute implantation d'éoliennes. Les Chambres, elles-mêmes financées par les fonds publics, payent ces interventions.

Le problème est que ladite géobiologie n'est que la version moderne et prétentieuse du bon vieux sourcier-rebouteux-magicien de nos ancêtres, expert dans l'art d'exploiter la crédulité des autres. Les scientifiques, ceux du CNRS par exemple, dénie toute réalité à la géobiologie. La Miviludes, l'asso-

ciation qui combat les dérives sectaires, a été saisie de plusieurs dizaines de dossiers impliquant des géobiologistes. De nombreux organes de presse, radios et télévisions ont rapporté les faits avec l'ironie qui convient. Qu'importe, puisqu'il y a des agriculteurs qui croient que les éoliennes font naître des veaux à deux têtes, ou pire encore, puisque les géobiologues ont leurs stands au Salon de l'agriculture. Ils ont des publications, ils offrent des formations et vont jusqu'à prétendre remplacer la médecine et la ministre y croit aussi. Interrogée par un député,

Anne Genevard, la ministre de l'Agriculture, a répondu s'être renseignée et ne rien voir que de très normal dans le financement public de ces pratiques.

Le Président tutoyait le précédent pape, le Premier ministre va à la messe et ne voit pas ce que font les curés, le ministre de l'Intérieur est un moinillon évadé du Puy du Fou, la ministre de l'Agriculture couvre les sorciers... qui donc ira clouer une chouette sur le portail de l'Élysée ?

Glyphosate : le poison du profit

Une équipe internationale de chercheurs indépendants vient de publier une étude démontrant que le glyphosate, un herbicide fabriqué principalement par le trust Bayer, favoriserait l'apparition de plusieurs types de cancers, leucémies, tumeurs, etc.

C'est la recherche la plus importante conduite à ce jour : elle a été menée sur plus d'un millier de rats de laboratoire. Sans surprise, elle contredit les études menées ou financées par Bayer, qui essayaient de prouver que le glyphosate n'est pas nocif pour la santé. En revanche, elle confirme les résultats de nombreuses recherches indépendantes plus restreintes. C'est pourquoi, dès 2015, l'Organisation mondiale de la santé

(OMS) l'avait classé « cancérogène probable ».

Cela n'a bien sûr pas empêché en 2023 les dirigeants de l'Union européenne et de l'État français, fidèles serveurs des capitalistes, de choisir seulement des résultats des études de Bayer pour renouveler l'autorisation pour dix ans. Depuis sa commercialisation en 1974, ce produit est en effet un véritable jackpot. Il est tellement profitable que c'est principalement pour cela que Bayer a racheté en 2016 le trust américain Monsanto, qui était jusque-là le propriétaire de cet herbicide, en mettant alors plus de 60 milliards d'euros sur la table !

Les défenseurs du glyphosate prétendent qu'il est « *ultra-efficace et puissant* » et que son interdiction «

n'est pas faisable et tuerait l'agriculture française ». Mais, même si c'était vrai, ce serait de la responsabilité de Monsanto puis de Bayer qui, depuis des décennies, prennent les agriculteurs en otage en n'ayant jamais mis les moyens nécessaires pour trouver un herbicide moins polluant et moins nocif pour la santé.

Le glyphosate finira sans doute par être interdit... une fois que les trusts de la chimie auront trouvé un nouvel herbicide qui leur rapporte encore plus... Mais au bout de combien d'années et de combien de victimes !

États généraux de la canne à sucre : constat amer pour les petits planteurs

Le 20 juin, pour le bilan des « états généraux » de la canne plus de 300 personnes étaient réunies au musée Stella Matutina à Saint-Leu : représentants des planteurs, des syndicats agricoles, de la Région, du Conseil départemental, de la Chambre d'agriculture et des industriels.

Commandés par l'État et orchestrés par la Région, ces « états généraux » se donnaient pour objectif de « sauver » la filière canne considérée comme le « pilier de l'économie » et censée porter tant de « valeurs » : « écologique », « énergétique » « culturelle », etc.

Ce « patrimoine », héritage de la période coloniale occupe 54 % des terres cultivées (environ 19000 ha en 2023) et ne tient debout que grâce aux énormes subventions publiques de l'État et de l'Europe, pas moins de 150 millions d'euros par an. Ces aides étant attribuées, pour grande partie, à l'hectare et à la tonne de cannes livrées aux deux usines, ce sont les gros propriétaires qui raflent le maximum et l'usiner Tereos qui cumule aides agricoles et

aides à l'économie industrielle. Les petits planteurs (moins de 8 ha), qui représentent 71 % des cultivateurs de cannes et dont le nombre diminue d'année en année, se partageant les miettes.

Les plans d'action qui seraient mis en place à la sortie de ces états généraux ne freineront pas cette escalade par le bas. Les petits planteurs n'ont plus les moyens d'acheter les engrais, dont le prix avait doublé au début de la guerre en Ukraine, ni de lutter contre les mauvaises herbes, faute d'herbicides ou d'autres méthodes alternatives efficaces à la lutte chimique, raisons principales de la baisse tendancielle du rendement en canne depuis ces dix dernières années. Or, pour Tereos, il n'est pas question d'augmenter le prix de la tonne de canne payée aux planteurs qui est actuellement de 40,07 euros pour une valeur de référence de la richesse en sucre de 13,8 %.

En revanche, parmi les objectifs que se sont fixés les organisateurs de ces états généraux, figure « l'optimisation des co-produits » de la canne (mélasse, paille, bagasse, etc) dont

tirent bénéfice Tereos et à Albioma qui lui rachète la bagasse pour la transformer en électricité, revendue à EDF.

Sous prétexte de sauver la filière sinistrée, l'État français et des commissaires européens continueront à apporter à Tereos des millions d'aides comme cela a été le cas en 2013 lorsque François Hollande avait fait un cadeau de 38 millions d'euros à ce producteur de sucre mondial pour compenser la soi-disant perte due à la fin des quotas sucriers garantis en Europe. Depuis ses successeurs à l'Élysée ont pérennisé cette manne étatique sans que les petits planteurs ne voient leur sort s'améliorer.

Et comble du cynisme, Tereos, par la voix de son directeur agricole à La Réunion, espère que la guerre en Iran qui risque de faire flamber le cours du pétrole, fasse remonter celui du sucre... grâce au bio-éthanol produit par ses usines au Brésil !

Il faudra bien que les travailleurs des villes et des champs finissent par unir leurs forces pour renverser tous les seigneurs de l'économie capitaliste et leurs valets politiques.

Couper la canne c'est dur...

À chaque campagne sucrière il est question du manque de main-d'œuvre pour couper la canne.

Pourtant chaque année, il ne reste pas de cannes au pied par faute de main-d'œuvre. Tout est coupé soit mécaniquement, soit à la main par les ouvriers, la plupart saisonniers, souvent pas déclarés et payés à la tâche à un prix dérisoire.

Alors à quoi rime cette plainte régulière des agriculteurs et de leurs syndicats ? Pourquoi instiller l'idée que les travailleurs sont des faîneants ? Pourquoi diviser au lieu d'unifier ceux qui n'ont que leur travail pour vivre sans exploiter personne ?

Ne vaudrait-il pas mieux rému-

ner correctement les coupeurs de canne, avoir le courage de s'affronter aux riches, aux Tereos, aux profiteurs

sangsues du travail humain et les faire payer ?



Flickr

Immigration : les seuls étrangers sont les patrons

Le groupe d'intellectuels lié au Parti socialiste Terra Nova a publié une étude expliquant, chiffres à l'appui, que la France ne pourrait fonctionner sans main-d'œuvre étrangère.

Cela ne fait que confirmer le fait évident que la classe ouvrière en France, comme dans un très grand nombre de pays, est constituée de travailleurs venant des quatre coins du monde. Ce sont donc eux qui en grande partie font fonctionner l'économie. Ce constat suffit pour dire qu'il faut que tous les travailleurs, où qu'ils soient nés, quels que soient les moyens qu'ils ont utilisés pour arriver là où ils sont, devraient avoir les mêmes droits.

« On ne peut pas accueillir toute la misère du monde » disait Michel Rocard, Premier ministre socialiste, et répètent tous les perroquets de l'ordre. Mais la misère est un produit de l'économie capitaliste qui n'a su

se développer qu'en enrichissant la bourgeoisie, d'un côté, et en appauvrissant les travailleurs de l'autre. Les prolétaires anglais au moment de la révolution industrielle n'étaient pas moins misérables que ceux qui viennent aujourd'hui d'Afrique par exemple.

Et si le niveau de vie a pu s'améliorer durant une époque pour une partie des travailleurs des pays

riches, et encore pas pour tous, c'est bien parce qu'au cours des années le mouvement ouvrier, composé de travailleurs de toutes origines, s'est battu puissamment contre la classe capitaliste.

Les politiciens qui prétendent défendre les travailleurs « français » au détriment des autres sont les pires ennemis de la classe ouvrière car ils inoculent le poison de la division. La seule politique valable pour les exploités est celle qui les unit sur l'idée simple qu'il n'y a qu'une seule classe ouvrière et qu'elle doit renverser la bourgeoisie.

Une femme à la présidence du Medef Réunion

Le dernier congrès du Medef Réunion a vu s'affronter trois candidats pour remplacer son président en titre, Didier Fauchard : deux hommes, Yannick Berezaie et Laurent Blériot, soutenus successivement par l'ancien président, et une femme, Katy Hoarau.

C'est cette dernière qui au final a décroché la timbale et se retrouve présidente du syndicat patronal. Elle a reçu, suite à son élection, les félici-

tations des dirigeants de la droite locale, du PS et de l'UFR qui a osé déclaré que son élection constituait « un tournant symbolique majeur pour l'égalité professionnelle » et a vu dans ce résultat « une opportunité pour faire progresser les droits des femmes dans l'entreprise » (les ouvrières et les employées au Smic à temps partiel et sur contrats déterminés apprécieront !).

Si son élection a peut être fait

grincer les dents de quelques patrons machistes, la nouvelle présidente du Medef est restée fidèle à la défense des intérêts de sa classe. Comme ses prédécesseurs mâles, elle a affirmé qu'elle s'attacherait à défendre bec et ongles les exonérations de cotisations sociales patronales contenues dans la LODEOM. Dans ce domaine, le genre importe peu !

Macron : à la rescousse de Netanyahu

Dans la foulée des bombardements israéliens sur l'Iran, Macron a de nouveau changé de posture. En quelques heures, il est passé du rôle d'avocat de la reconnaissance de l'État palestinien à celui de défenseur de cette nouvelle guerre menée par Israël.

« L'Iran porte une lourde responsabilité dans la déstabilisation de toute la région », a affirmé Macron vendredi 13 juin lors d'une conférence de presse. La réunion promise pour la reconnaissance de la Palestine a été reportée sine die. Puis Macron s'est payé le ridicule d'intimer au dirigeant iranien l'ordre de « revenir à la table des négociations ». Macron ne s'est pas contenté de reprendre les propos de son ministre des Affaires étrangères, qui affirmait dans un tweet « le droit d'Israël à se défendre », alors qu'il est l'agresseur et non la victime. Il a ajouté que la France « participerait aux opérations de défense d'Israël si elle est en situation de le faire ». Et voilà comment on prépare une population à appuyer une sale guerre en la coloriant en guerre de défense !

Ce n'est évidemment pas une première. Pour justifier la guerre contre l'Irak de 2003, les mensonges



n'avaient pas cessé de la part des États-Unis sur les prétendues armes de destruction massive possédées par le régime de Saddam Hussein. Le but est toujours le même : faire apparaître l'agresseur comme agressé. Mais qui déstabilise la région depuis des décennies ? Ce sont bien les puissances impérialistes.

Depuis plus d'un siècle, les peuples du Moyen-Orient payent par d'innombrables guerres la mainmise impérialiste sur la région et sur son pétrole. Dans ce cadre, le régime iranien pose problème aux dirigeants américains et israéliens par sa volon-

té d'échapper à leur hégémonie. L'argument du danger atomique est un prétexte récurrent. Depuis des décennies, les grandes puissances comme les USA ou la France qui se sont dotées de la bombe atomique dénie le droit de faire de même à des pays qui, comme l'Iran, pourraient ne pas leur obéir. L'ordre nucléaire ne fait que refléter l'ordre impérialiste. Et, contrairement à tous les discours visant à faire adhérer les exploités à sa défense, c'est bien cet ordre qui constitue la principale menace pour l'humanité.

DANS LES ENTREPRISES

Sautron pneus : 50 emplois menacés du fait de l'employeur et de l'État

Mis en redressement judiciaire en 2021, le groupe Sautron Pneu est à présent menacé de liquidation par le tribunal de commerce pour non paiement pendant trois ans de ses annuités arrêtées dans le cadre de son plan de continuation pour un montant total de 1,1 millions d'euros.

Ses dettes, il les doit au titre des engagements financiers non tenus par ses sociétés civiles immobilières.

Comment le patron de ce groupe de 8 centres de réparation de pneus a-t-il pu acquérir tous ces immeubles si ce n'est qu'en exploitant pendant un

demi siècle des dizaines d'ouvriers payés à vie au Smic, en ne leur payant pas leurs heures supplémentaires et en bénéficiant de surcroît des exonérations de cotisations sociales patronales et des baisses d'impôt sur les sociétés.

La cinquantaine de travailleurs encore présents dans ses 8 centres de réparation qui lui permettait de réaliser quelques 8 millions annuels de chiffre d'affaire risquent dans les jours qui viennent (le verdict doit tomber le 18 juillet prochain) de perdre leur emploi et leur gagne pain.

Sautron en a mis bien assez de côté pour survivre aisément à cet épisode judiciaire, mais ce sont les salariés qui ont contribué à sa fortune qui risquent de se retrouver sur le carreau.

La justice aurait voulu que ce soit lui qu'on licencie et que ses travailleurs puissent continuer à vivre de leur travail en faisant tourner ses garages pour leur propre compte.

La propriété privée des entreprises, c'est bien le vol !

Automobiles Réunion : grève pour les salaires et contre le mépris patronal

Les travailleurs d'Automobiles Réunion, répartis sur cinq sites (Le Port, Saint-Pierre, Étang-Salé, Saint-Denis et Saint-Paul Cambaie) se sont mis en grève du 12 au 25 juin .

Face à la vie chère les revendications des grévistes concernent les salaires et aussi les conditions de travail.

En réponse aux revendications : 200 euros d'augmentation de salaire, 700 euros de prime, 8 euros de chèque-déjeuner, la prise en charge de deux jours pour enfant malade, une prime pour les tuteurs formant les nouveaux venus, la direction de cette entreprise du groupe Bernard Hayot (GBH) a osé opposer d'abord 40 euros d'augmentation, montés péniblement à 45.



Cette somme est loin de ce que réclamaient les grévistes, mais elle a été obtenue par la grève.

Les travailleurs font tout fonctionner mais doivent se battre pour chaque euro pendant que les actionnaires s'engraissent et nuisent à la

société. Les travailleurs ont bien raison d'exercer leur pouvoir collectif avec la grève, la détermination et la conscience de défendre les intérêts de toute la classe ouvrière qui en découle.

50ème anniversaire d'EDF Réunion : la direction tire la couverture à soi

À l'occasion du cinquantenaire de la création d'EDF Réunion, la direction du centre a organisé une réception de ses agents et retraités en présence de représentant des autorités préfectorale et de la région.

Le discours du chef de centre a consisté à attribuer aux directions régionale et nationale tous les mérites de la nationalisation de la production et de la distribution d'énergie électrique dans l'île depuis 1975.

Pas un mot de rappel et encore moins de remerciement pour toute l'énergie déployée pendant cinquante ans et de façon quotidienne par les milliers d'ouvriers, de techniciens et d'employés qui se sont succédé dans



les usines de productions, les services de la distribution et les agences commerciales.

Les honneurs ont été réservés aux « oiseaux de passages » et autres bœni oui oui locaux.

Quant à la présidente du conseil régional, elle s'est contenté de re-

mercier le « personnel » et s'est bien gardée de dénoncer l'augmentation de 50 % du prix de kwh, pas plus que la fermeture de toutes les agences au public depuis l'épidémie de chikungunya et la sous traitance généralisée pratiquée par EDF Réunion.

Un geste contre leur sale guerre

Pour l'année 2025, une troisième livraison de matériel militaire produit en France devait être embarquée à destination d'Israël depuis le port de Fos-sur-Mer. Les dockers, à l'appel de la CGT, ont refusé d'embarquer la cargaison. Ils ont eu bien raison,

même si cela ne mettra pas un terme à l'enfer vécu à Gaza.

Leur action met en évidence l'hypocrisie de l'indignation de Macron sur le sort des Palestiniens, puisque les contrats militaires des entreprises françaises avec l'État is-

raélien continuent d'être honorés, forcément avec l'aval du gouvernement. Les alliés naturels du peuple palestinien, ce sont les travailleurs, y compris en Israël même.

IRAN

La nouvelle guerre de Netanyahu

Le Premier ministre israélien Netanyahu a engagé son pays dans une nouvelle aventure militaire en lançant, dans la nuit du jeudi 12 au vendredi 13 juin, une attaque massive sur l'Iran. Plus de 200 avions ont bombardé des sites militaires et nucléaires, des centres du pouvoir situés notamment à Téhéran, la capitale, et des infrastructures comme des dépôts de carburant.

L'objectif de l'offensive, baptisée « Rising Lion » (lion qui se lève), serait d'empêcher l'Iran d'acquérir l'arme nucléaire, ce qui constituerait un « danger existentiel » pour l'État israélien. Depuis le 13 juin, l'aviation israélienne, qui dispose de la maîtrise du ciel, poursuit donc sa campagne de bombardements jour et nuit. Comme à Gaza, au Liban, en Syrie et au Yémen, les dirigeants israéliens pratiquent un terrorisme d'État à

grande échelle, avec un total mépris des populations, iranienne comme israélienne d'ailleurs.

En effet, Netanyahu savait que, en bombardant l'Iran, il exposerait inévitablement sa propre population à devoir vivre sous la menace des missiles tirés par Téhéran en représailles. Dès le 13 juin, il a décrété l'état d'urgence, interdisant tous les rassemblements et appelant les Israéliens à se rendre aux abris. Malgré le système de défense dit « dôme de fer », plus de vingt personnes ont été tuées mardi 17 juin.

Faire bien comprendre aux Israéliens qu'ils doivent se résigner à vivre dans la peur et à obéir à ses ordres et à ceux de l'armée est même très probablement un des objectifs de Netanyahu, alors que, depuis plusieurs mois, des manifestations réunissaient tous les samedis dans les

principales villes du pays des milliers de personnes contestant sa politique de guerre à outrance à Gaza.

Depuis le 7 octobre 2023, sous la pression permanente de son extrême droite, dont il a besoin pour se maintenir au pouvoir et accessoirement pour éviter d'avoir à rendre des comptes devant la justice, Netanyahu est engagé dans une fuite en avant qui le conduit à perpétrer un massacre qui n'en finit pas à Gaza et à multiplier les guerres avec les États voisins. Le soutien indéfectible des dirigeants des grandes puissances, renouvelé après le début de l'offensive contre l'Iran, ne peut que l'inciter à poursuivre cette escalade que tous les peuples de la région paieront de plus en plus chèrement.

MAURICE

Un paradis pour les exploités...

Le nombre de millionnaires n'a cessé d'augmenter à Maurice pour atteindre aujourd'hui le chiffre de 5100.

La politique menée par tous les gouvernements de droite comme de gauche depuis des décennies a fait de Maurice une des principales

places financières africaines où les exploités de tout poil peuvent déposer l'argent volé aux travailleurs en bénéficiant de bas taux d'imposition à 20 % maximum, d'absence d'impôt sur les plus-values, d'un bas taux d'imposition sur les entreprises à 15 %...

Aux côtés des entreprises étrangères, la bourgeoisie mauricienne profite elle aussi à plein de ce système fiscal taillé sur mesure pour protéger les intérêts financiers des plus riches.

... sur fond d'exploitation forcée des travailleurs...

Pour autant les travailleurs de Maurice ne voient pas leurs conditions de travail et de salaires s'améliorer.

Le Smic mauricien dépasse à peine les 300 euros mensuels et l'exploitation des salariés de la zone franche, souvent originaires de pays

éloignés et aux salaires de famine, y est particulièrement impitoyable.

Non content de fermer les yeux sur cet esclavage moderne, le gouvernement mauricien qui se dit « de gauche » vient d'annoncer qu'il avait décidé de porter l'âge de la retraite de 60 ans à 65 ans à partir du 1er sep-

tembre 2025 au prétexte que le système actuel de retraite, qui octroie généreusement une retraite de 285 euros à ses bénéficiaires, ferait peser un poids trop lourd sur le budget de l'État !

... que le gouvernement veut encore renforcer !

L'annonce du recul de l'âge de la retraite a provoqué la colère des travailleurs mauriciens qui sont descendus par milliers dans les rues de Port-Louis.

Ils ont non seulement dénoncé cette mesure anti ouvrière, mais aussi qualifié de traîtres le Premier ministre Navin Ramgoolam et les autres ministres qui s'étaient fait élire avec les voix de la classe ouvrière lui promettant plus de justice sociale.

Ils ont aussi conspué le dirigeant du parti de gauche Resistans ek Alternativ Ashok Subron qui avait accepté de faire partie de la nouvelle équipe gouvernementale en se présentant comme une garantie contre d'éventuels mauvais coups contre les travailleurs. On voit ce qu'il en est !

À Maurice comme en France, preuve est faite que la gauche de gouvernement se comporte avant tout comme une gestionnaire respec-

tueuse des affaires de la bourgeoisie.

Les travailleurs conscients à Port-Louis comme à Paris ou à La Réunion, qui ne manquent pas de combativité, doivent se doter de leur propre parti, un parti indépendant des intérêts du patronat, s'ils ne veulent pas se retrouver pieds et mains liés derrière ceux de leur bourgeoisie !

COMORES

Justice et régime pourris

le 17 juin dernier, le tribunal de Moroni avait à juger d'une affaire d'importance. Il s'agissait en effet du vol d'une bouteille de vin et d'un parfum commis dans l'enceinte de l'ambassade de France par son gardien. Montant du délit : 71 centimes d'euros !

Pour un tel crime, ce travailleur, payé 91 euros par mois, a été à l'issue d'une garde à vue de 10 jours menacé par le procureur du tribunal d'un an de prison, dont un mois ferme. Aux Comores on ne badine pas avec la

loi !

La preuve : Djaffar Ahmed, Directeur Général des Impôts, Ali Hamdi, Receveur central des impôts, originaire de Heroumbili, Ilyasse Said Ahmed, conseiller spécial du ministre des Finances ont été accusés d'avoir détournés 2,7 milliards de francs comoriens (soit 5,4 millions d'euros). Ces trois-là avaient un accès direct au compte des pénalités fiscales et en avaient fait leur tirelire privée.

À ce jour ils courent toujours. Ils

n'ont nullement été inquiétés. Seule une commission d'enquête a été lancée contre les trois larrons qui bénéficient toujours de la protection de l'État « due à leur rang ». Le gouvernement déclarant même que « cette affaire avait été montée de toute pièce pour salir son image ».

Circulez, y a rien à voir !

MAYOTTE

Pour la liberté de s'installer où l'on veut pour tous !

Le parlement français a finalement voté la fin des visas territorialisés à Mayotte. Ce dispositif obligeait les étrangers détenteurs d'une autorisation de séjour délivrée par la préfecture de Mayotte à rester dans ce département sans possibilité de s'installer dans un autre département français. Cependant les personnes concernées ne pourront bénéficier à plein de cette nouvelle loi qu'à partir de 2030. Le gouvernement français fait preuve du même mépris pour les étrangers des classes populaires que pour les salariés mahorais à qui il promet l'égalité sociale qu'à l'horizon

2031 !

Le vote de cette nouvelle loi a reçu les applaudissements de la députée Estelle Youssoufla, affiliée au groupe LIOT de l'Assemblée nationale, qui a regretté que le nouveau dispositif ne s'applique pas tout de suite et s'est fendu d'une énième déclaration xénophobe à l'égard des Comoriens et réfugiés Africains les accusant « d'avoir transformé Mayotte en cote-minute ».

Au contraire, mais en chevauchant une même xénophobie, la députée réunionnaise de gauche Emeline K'Bidy déplore, elle, le vote

de cette loi, expliquant craindre « l'arrivée importante et immédiate de populations étrangères à La Réunion ».

Monter les pauvres et les travailleurs les uns contre les autres, voilà un poison qui ne peut qu'affaiblir le camp des exploités qui ont, au contraire, tout intérêt à serrer les rangs contre la politique anti ouvrière du gouvernement et ses mauvais coups !

Apartheid scolaire

À Mayotte, le manque d'écoles, de salles de classes, de professeurs étaient la règle. Le passage du cyclone Chido n'a fait qu'empirer cette situation. Les promesses de reconstruction du gouvernement se font au ralenti malgré les besoins immenses en matière d'enseignement alors que Mayotte est le département français le plus jeune de tous. Un État au service de sa population miserait tout sur sa jeunesse. L'État français fait la démonstration inverse avec un immense gâchis social à la clé.

Non seulement les jeunes en âge

d'être scolarisés le sont généralement dans des conditions indignes et irrégulières, mais l'on compte entre 3000 et 5000 enfants non scolarisés dans ce département, la plupart du temps enfants de parents immigrés à qui certaines communes demandent des papiers officiels sachant qu'ils ne les ont pas !

De l'argent l'État en a pour accompagner et soutenir le patronat, il sait aussi trouver des millions pour doubler le nombre de ses militaires à Mayotte. Qui nous fera croire qu'il n'en a pas pour scolariser tous les enfants de Mayotte ?



Les agents d'EDM en grève pour leurs droits depuis le 3 juin

Les travailleurs du centre Electricité de Mayotte font le même travail qu'à Paris ou qu'à La Réunion, mais ils n'ont pas les mêmes droits. À travail égal, salaires et primes inférieures, déroulement de carrière réservé aux cadres venus de l'hexagone quand ceux de Mayotte font le plus clair du travail et végètent pendant des années dans la même catégorie et plus généralement non application des dispositions du statut des industries électriques et gazières.

Les grèves menées depuis des années s'étaient conclues sur des engagements de la direction du centre de traiter ces travailleurs à égalité avec les autres salariés du groupe. Mais loin de là, des années ont passé et la direction d'EDM a persisté dans ses pratiques discriminatoires.

Ce qui a contraint les agents d'EDM à déclencher une nouvelle grève depuis le 3 juin pour simplement faire respecter leurs droits. Et qui dit grève dit arrêt du travail dans les services techniques et administratifs, mais aussi dans la production ce qui se traduit par des coupures sur le réseau.

Face à cette situation, dont elle est seule responsable, la direction utilise de grosses ficelles pour faire reprendre le travail sans répondre aux

revendications des travailleurs : envoi d'huissiers pour constater les atteintes à la liberté du travail et positionnement aux quatre coins du site de production d'agents de sécurité, montrant que pour la répression des grévistes elle sait trouver l'argent nécessaire.

Les grévistes ont reconduit leur grève jusqu'au 24 juin dans l'attente des négociations qui doivent s'ouvrir avec la direction nationale le 25 juin.



ABONNEMENT

12 mois : 20 € / 6 mois : 12 €
Je souhaite m'abonner au journal *Lutte ouvrière - Île de La Réunion* pour une période de.....mois

NOM:

Prénom :

Adresse:

Ci-joint par chèque la somme deeuros

Pour nous contacter :

Lutte ouvrière

BP 184

97470 SAINT-BENOÎT

e-mail : contact@lutte-ouvriere-ile-de-la-reunion.org



Impression spéciale *Lutte ouvrière*
Commission paritaire n°
1019C85576

Directeur de publication : Didier Lombard

Tirage : 100 exemplaires
ISSN : 2552-7282